

La Chronique des livres 2002

sous la responsabilité de Dominique Vidal

2^e semestre

Comptes rendus et recensions

Jacques d'ADESKY, *Racismes et antiracismes au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2001, 222 p. (« Collection Recherches et Documents – Amérique Latine »)

En mai 1950, l'UNESCO adopte un programme d'étude sur les contacts raciaux au Brésil dans le cadre d'un ensemble d'enquêtes réalisées dans divers pays, enquêtes qui visent à établir la possibilité de la convivialité raciale. Dans le cas brésilien, il s'agissait surtout de confirmer l'existence de relations raciales harmonieuses, ce qui ne fut fait que très partiellement. Alors que des premières études de Pierson dans les années 1930 avaient insisté sur la fluidité des modes d'identification et l'inexistence de tensions interraciales, les enquêtes ensuite réalisées dans le cadre de l'UNESCO signalaient au contraire la réalité de pratiques discriminatoires. Une « question raciale » était ainsi exhumée des limbes de l'imaginaire national de la « démocratie raciale ». Par la suite, des analyses centrées sur les relations interpersonnelles (O. Nogueira, T. de Azevedo) aux perspectives marxistes replaçant le racisme dans des modes historiques plus larges de domination (O. Ianni, F.H. Cardoso), des travaux militants dénonçant le racisme comme principe normatif traversant la société brésilienne (A. do Nascimento) aux analyses des années 1980 montrant les modes d'actualisation des logiques et des pratiques discriminatoires (Sansone, Guimarães), cette « question raciale » fut maintes fois appréhendée et réévaluée à l'aune de tous les paradigmes traversant les sciences sociales brésiliennes.

Ce livre de Jacques d'Adesky n'échappe pas à la logique au sens où, à son tour, il propose l'examen de la situation brésilienne à partir d'interrogations et d'outils conceptuels qui sont bien ceux de l'actualité sociologique. L'analyse se trouve ainsi placée au cœur du débat sur l'universalisme et le multiculturalisme, pose en filigrane les questions de justice et d'équité et s'interroge sur la discrimination positive comme moyen d'accès à une pleine citoyenneté pour la population noire.

On aurait pourtant bien tort de se plaindre de cette inscription dans des débats, il est vrai, très courus, tant, ce faisant, d'Adesky contribue à renouveler de manière convaincante l'analyse des « relations raciales » brésilienne autant que ses conclusions enrichissent en retour les débats au sein desquels il se positionne.

Un premier apport réside indiscutablement dans l'usage pertinent et décomplexé que fait d'Adesky de modèles théoriques d'autres horizons sociologiques, français

pour l'essentiel, mais aussi anglo-saxons. Cette large ouverture, attestée notamment par la bibliographie, permet de sortir le cas brésilien de la lecture particulariste avec laquelle celui-ci a trop souvent été appréhendé. En organisant notamment sa réflexion à partir du modèle théorique d'analyse des relations raciales de Pierre-André Taguieff, d'Adesky rappelle en filigrane que par-delà les formes spécifiques qu'ils peuvent revêtir, les mécanismes discriminatoires à l'œuvre au Brésil s'inscrivent pleinement dans les logiques génériques du racisme. Cette démarche permet notamment à l'auteur de sortir du réflexe comparatiste avec les Etats-Unis qui, depuis les travaux de Freyre, Pierson, Harris ou DaMatta, emprisonne l'analyse du cas brésilien dans une lecture de la « convivialité » et de la « cordialité » par contraste avec ce que serait le « dur » racisme nord-américain. Enfin, précisons que l'utilisation du modèle de Taguieff est moins théorique que méthodologique. L'axe principal universalisme (déni d'identité)/différentialisme (déni d'humanité) à partir duquel Taguieff construit sa typologie des racismes et des antiracismes sert surtout ici à organiser la réflexion et le plan d'écriture, l'analyse se développant par ailleurs dans une relative autonomie théorique. D'Adesky a su éviter l'écueil du tautologisme en ne limitant pas son analyse à celle de l'applicabilité à la situation brésilienne du modèle théorique qu'il emprunte et à celle de la validation ou de la remise en cause de ce modèle. L'utilisation essentiellement heuristique qu'il fait de la typologie de Taguieff rompt ainsi d'heureuse manière avec le complexe de dépendance théorique dont ont pu souffrir les sciences sociales brésiliennes.

Un second apport à la compréhension du cas brésilien tient au fait que le livre respecte pleinement l'engagement que constitue son titre : c'est bien le racisme et l'antiracisme qui sont ici appréhendés, non pas comme deux logiques antagonistes et irréductibles, mais à l'interface l'une de l'autre, dans une réelle continuité analytique. Ainsi, face au racisme « mixophile » et universaliste tendant à la négation et à la dissolution des particularismes ethniques et culturels, d'Adesky montre que, à partir des années 1980, prend forme un « antiracisme différentialiste » qui pose le droit à la différence comme principe et condition de participation à la nation. Certes, les travaux d'Agier, Sansone ou Guimarães avaient déjà largement décrits l'émergence d'un « monde noir » reposant sur la redécouverte et la valorisation des « racines » africaines, l'ethnisation des pratiques culturelles ou la construction d'une territorialité afro-brésilienne. Ces auteurs avaient aussi déjà souligné le caractère partiel, localisé et fragmenté de ces expressions, et remarqué que celles-ci peinaient en conséquence à se structurer en un mouvement politique pérenne au cours des années 1990. Le mérite de d'Adesky est ici d'appréhender l'éclatement de ce « monde noir » à partir des logiques hétérogènes qui parcourent la réponse antiraciste, montrant que celles-ci sont prises dans un incertain jeu dialectique avec celles du racisme. Ainsi, de l'idéologie intégrationniste du Front Noir des années 1930 au discours de rupture du Mouvement Noir Unifié des années 1980, de la quête parfois frénétique de la pureté africaine à celle d'une pleine appartenance à la nation, l'auteur montre bien l'irrésolution historique des réactions antiracistes face au front idéologique de la « fusion des trois races ». C'est que, nous explique-t-il, entre participation et rupture, négociation et intransigeance, affirmation identitaire et aspiration à une pleine appartenance à la nation, l'équation est improbable. Bien sûr, ces contradictions ont été maintes fois mises en lumière dans ce que l'on pourrait appeler la « sociologie des minorités » nord-américaine ou européenne. Il appartient ici à d'Adesky d'avoir bien énoncé la spécificité de la situation brésilienne à partir de ces catégories d'analyse. D'un côté, le racisme à la brésilienne repose sur un discours universaliste, celui du métissage généralisé (qui est historiquement en fait une dissolution souhaitée de la négritude par le mécanisme du blanchiment) auquel l'antiracisme doit nécessairement s'opposer parce que ce discours tend précisément à la négation du racisme comme réalité socio-historique. De l'autre, c'est aussi un principe universaliste qui préside à la revendication d'une pleine reconnaissance de l'afrobrésilianité : celui du droit universel des peuples à la différence et, par conséquent, celui du droit de la population afro-brésilienne à préserver ses

spécificités historico-culturelles dans le cadre de la nation. La demande de participation telle qu'elle est exprimée par l'antiracisme universaliste pose alors comme pré-condition la rupture de la nation avec le mythe fusionnel dont elle procède. L'ambiguïté est que, finalement, l'idée de « démocratie raciale » au nom de laquelle la réalité du racisme est occultée est aussi celle au nom de laquelle l'antiracisme cherche à mettre fin à cette réalité. Au sein des logiques antiracistes, on comprend alors que participation et rupture ne renvoient pas aux pôles de logiques antagonistes mais s'informent mutuellement dans un va-et-vient dialectique dont l'issue est très problématique. En effet, ce hiatus insoluble explique l'hésitation historique du mouvement noir entre les pôles aimantés de la participation inconditionnelle d'un côté et de la rupture menant au ghetto politique de l'autre. C'est sur ce constat que d'Adesky fondera le recours qu'il appelle de ses vœux à la médiation des politiques publiques.

On remarquera que la démarche de l'auteur évite le piège analytique qui consisterait à n'appréhender l'antiracisme que comme réactif, c'est-à-dire comme le symétrique d'une logique première, le racisme, qui le surdéterminerait. Il rappelle d'abord que dans le modèle racial brésilien, l'antiracisme ne va pas de soi tant il est confronté au déficit premier de sa visibilité. En analysant les conflits internes au mouvement noir, sa capacité créatrice aussi, la complexité des formes de réponse aux discriminations, en rappelant finalement que la mobilisation au sein de la population noire dans son ensemble est plus l'exception que la règle, il s'extirpe fort à propos du schéma analytique un peu réducteur et mécanique de l'inversion du stigmaté.

Dans les trois derniers chapitres, d'Adesky propose finalement une réflexion sur la nouvelle articulation entre le multiculturalisme et la démocratie qui semble se dessiner au cours des années 1980, et notamment dans le cadre du renouveau constitutionnel de 1988. Il remarque que la nouvelle constitution met en présence trois conceptions de la citoyenneté sans que celles-ci soient clairement explicitées et sans qu'aucune d'entre elles ne prévale sur les autres. La première définit le citoyen en référence à une personne humaine indifférenciée ethniquement, culturellement, etc., c'est-à-dire qu'elle le définit de manière universaliste. La seconde reconnaît les « segments ethniques nationaux » (article 215) et entérine donc la diversité ethnique de la nation. La troisième pose la diversité culturelle comme constitutive du patrimoine de la nation, celle-ci devant être préservée. Cet agencement indécis de l'universalisme et du différentialisme, d'Adesky l'avait, on s'en souvient, déjà identifié au cœur de la démarche antiraciste. Le voici donc qui gagne la nation, laquelle rompt ainsi progressivement avec le mythe universaliste du métissage généralisé des hommes et des cultures, pour s'ouvrir à la réalité de son pluralisme ethnique et culturel. C'est du même coup le racisme qui gagne en visibilité, ainsi qu'en témoigne le durcissement de la législation antiraciste. Il s'agit là selon d'Adesky de conquêtes du militantisme indigène et afro-brésilien.

Le Brésil se voit donc confronté au débat du multiculturalisme, débat auquel l'auteur se propose de prendre part et position. Il convient, nous dit-il, de distinguer d'un côté le pluralisme culturel qui ne pose pas nécessairement le principe de l'égalité entre les cultures, et le multiculturalisme de l'autre, qui pose ce principe de manière fondamentale. Au Brésil, l'idée de pluralisme culturel se diffuse progressivement, le multiculturalisme reste à construire. Au terme d'une enquête sociologique dont on peut regretter que les résultats soient ici présentés de manière trop légère, d'Adesky conclue à la forte sous-représentation et à la dévalorisation de la culture afro-brésilienne, conclusion qui ne fait certes pas l'originalité de ce livre. Il remarque encore la forte intériorisation des stigmates raciaux qui pousse la population noire à se déprécier. Or, se référant à la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, il expose que, pour s'extraire de cette logique de l'auto-dépréciation et estimer pleinement sa valeur et son humanité, cette population dépend fondamentalement de la valeur et de l'humanité qu'on voudra bien lui reconnaître. Il appartient donc à l'État de fournir les bases normatives, politiques et juridiques sur lesquelles cette reconnaissance va peu à peu devenir effective.

Cette discussion conduit d'Adesky à rejeter le modèle assimilationniste défendu par Darcy Ribeiro pour qui le métissage culturel est déjà une réalité de fait et pour qui la question de la reconnaissance ne se pose dès lors que dans le cadre de cette nouvelle entité « ethno-nationale » qu'est devenue le peuple brésilien. Or, comme le rappelle d'Adesky, le métissage culturel existe bien, mais n'est pas systématique et repose sur la base discriminatoire d'une supposée supériorité de la « culture européenne ». Il s'appuiera en revanche sur les analyses du militant noir Abdias do Nascimento pour prôner l'intégration de l'afro-brésilianité au sein d'une société véritablement multiculturelle et qui s'assume comme telle. Seule cette voie semble à ses yeux permettre de traiter la culture afro-brésilienne sur un pied d'égalité avec la « culture européenne » et permettre la pleine intégration d'une population noire enfin réconciliée avec elle-même.

Se pose alors la nécessité de mettre en œuvre une politique multiculturelle. La reprise du débat né autour de Rawls sur justice et équité conduit d'Adesky à accepter le principe de la discrimination positive. On regrette que la question du risque de dérive communautaire qui accompagne souvent le débat sur l'action affirmative soit ici rapidement écarté par l'argument que « le principe universaliste qui imprègne fortement la Constitution brésilienne ne laisse pas de faille à l'inscription d'un communautarisme ethnique explicite » (p.169). On peut douter que les principes normatifs qui régissent une constitution aient mécaniquement une efficace sociale. On regrettera encore que d'Adesky ait tendance à poser la « culture afro-brésilienne » comme un vecteur effectif d'affirmation sociale et identitaire pour la population noire, ce qui, n'étant certainement pas un acquis, aurait du faire l'objet d'une démonstration. Par ailleurs, il s'interroge finalement peu sur les usages sociaux de l'afro-brésilianité qui se sont développés dans les années 1990. Cette afro-brésilianité est-elle vraiment un socle identitaire à partir duquel la population noire dans son ensemble peut construire son appartenance à une société multiculturelle ? Ne serait-elle pas plutôt l'expression d'une ethnicité à partir de laquelle une fraction de la population noire négocie son accès au politique et au marché ? C'est une vraie question et il est un peu dommage que ce livre ne s'en soit pas davantage enrichi.

Or, la nationalisation de la musique axé (Daniela Mercury, la « reine » de la musique Axé, est blanche) et sa digestion par le marché de la *world music*, l'appropriation nationale du héros noir Zumbi, du carnaval de Salvador, l'intégration de l'univers référentiel du « monde noir » dans l'univers du politiquement correct ne peuvent-ils pas être interprétés comme autant d'indices d'une « brésilianisation » de l'afro-brésilianité ? Symétriquement, le succès important de la revue *Raça* (plus commerciale que militante), signe du développement d'une classe moyenne noire surtout soucieuse de participer au marché, la réticence des « communautés noires » à se laisser emprisonner dans des lois ethniques particularistes (art.68 sur la « rémanence de *quilombo* ») ou encore la rapide intégration des groupes musicaux afro dans l'industrie culturelle ne témoignent-ils pas de la force d'attraction de la société brésilienne et d'un grand désir d'intégration et de participation ? Ces dernières remarques n'entament en rien la grande valeur de la réflexion proposée par d'Adesky. Dans le contexte des très récents débats sur la mise en place de quotas en faveur de la population noire dans les universités et les services publics, elles ne font que souligner l'importance du choix de société face auquel les Brésiliens sont aujourd'hui placés.

Jean-François VÉRAN

Michel AGIER, *Anthropologie du Carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia*, Marseille, Éditions Parenthèses – IRD, 2000, 253 p.

Le carnaval à Bahia est l'angle d'attaque privilégié par l'auteur pour analyser la dynamique de la société bahianaise actuelle. On assiste en effet depuis 1975 à une explosion d'associations carnavalesques afro-brésiennes, parallèlement à la formation d'un mouvement culturel noir. Cette étude interroge le lien ambigu entre

le métissage racial et culturel, propre à la société bahianaise, et l'éveil d'un mouvement identitaire social et politique valorisant le noir et rejetant toute forme de métissage. Le carnaval afro-brésilien est-il une mise en scène d'une africanité dans le rituel et la rhétorique identitaire au nom du retour à l'ethnie ou plutôt un travail d'invention culturelle à référents multiples, africains, bahianais, brésiliens et globaux ? L'auteur nous fait découvrir dans cette mise en scène des identités « les procédés métis, les assemblages, les bricolages et les fusions qui sont à l'œuvre dans la culture et qui nous informent, à leur tour, sur l'étonnante ouverture du monde présent » (p. 9).

Michel Agier développe son argumentation en trois parties : la ville et son double (pendant la période carnavalesque) ; chronique d'une invention urbaine ; l'exercice rituel. Dans la première partie, il montre comment le climat social de Salvador entre les années 1970 et 1980 était propice à l'africanisation du Carnaval et a abouti à une redéfinition de l'image locale des noirs et des rapports entre « race », culture et politique. Il retrace l'historique de la fête, son parcours dans la ville qui s'est modifié vers la fin des années 1980. L'ancienne opposition entre la ville haute et la ville basse a fait place à une opposition baie (quartiers populaires)/océan (quartiers de classes moyenne et supérieure). La sortie des groupes s'effectue selon trois modalités différentes et en trois temps : matin, après-midi et nuit, réservée aux blocs afro-brésiliens qui consolident ainsi leur espace propre au sein du Carnaval. Ces trois défilés mettent en œuvre des formes de créativité symbolique et artistique et de transformation carnavalesque de la réalité sociale différentes : la métaphore par le modernisme du carnaval électrique et la danse solitaire, la dérision par les caricatures politiques et sexuelles des groupes masculins, l'invention d'un autre monde par la rhétorique identitaire du carnaval africain.

La chronique d'une invention urbaine retrace l'historique du bloc afro-brésilien *Ilê Aiyê* (« maison des Noirs » ou « Monde Noir », selon la traduction officielle), produit d'une culture populaire locale, celle du quartier Liberdade, dont la première sortie date de 1975. Le groupe a évolué. Il est passé de la réunion d'une bande d'amis autour d'un projet de bloc carnavalesque à la constitution d'une association culturelle, sociale et politique de premier plan à Salvador, association devenue avec le temps une véritable entreprise, donnant des représentations et bénéficiant de subventions diverses pour un ambitieux programme éducatif et culturel.

La troisième partie ou « l'exercice rituel » nous ramène au dispositif rituel mis en jeu dans les activités carnavalesques de l'association *Ilê Aiyê*. L'auteur analyse le mélange de systèmes de références – règles morales de la sociabilité du quartier et des familles, espoirs ou frustrations sociales de jeunes salariés de couleur, expérience accumulée de la culture du carnaval, traditions religieuses africaines du Candomblé – base de la création de rituels qui ont transformé le carnaval de Bahia en l'africanisant, depuis le milieu des années soixante-dix. Le Carnaval est l'apogée d'un ensemble de fêtes et de commémorations, d'activités politiques et culturelles qui se déploient selon un calendrier bien établi mettant en scène l'identité rituelle du bloc. Une mémoire bricolée récupère des figures de héros noirs brésiliens (Zumbi, João de Deus, João Cândido), afro-américains et africains pour créer une rhétorique appliquée à cimenter une identité collective noire. Deux figures féminines sont exaltées : la « Déesse d'ébène » qui tient le rôle rituel de la Reine du bloc carnavalesque, parangon de la beauté noire, et la « Mère noire » qui incarne les valeurs liées à la maternité et à la tradition, notamment celle du candomblé (mère-de-saint). L'une et l'autre participent au défilé côte à côte sur la plate-forme d'un camion. La première danse et la seconde est assise immobile dans un fauteuil.

Michel Agier s'intéresse ensuite au rite carnavalesque proprement dit, dont il analyse les différentes séquences de séparation (lavage, ouverture du chemin) et d'agrégation dans la nouvelle condition au démarrage du défilé. Tout dans le cortège participe de la rhétorique identitaire pour créer un sentiment partagé d'unité : les « tenues » aux motifs dessinés par des artistes afro aux quatre couleurs emblématiques (blanc, noir, rouge et jaune) illustrant le thème de l'année, le samba

ijexá au rythme plus lent que celui des autres blocs, l'orchestre de percussions (empruntant certains instruments au Candomblé), les textes des chansons à charge sociale et politique ou d'autocélébration, les danses souvent inspirées du candomblé. L'image donnée est celle d'un groupe spécialisé dans l'élaboration d'une esthétique noire. « la parade donne tout son sens à la notion de 'comédie rituelle' qui associe dans l'essence du rite, le sens pour soi et l'image pour les autres » (p. 154).

Ce groupe constitue une élite noire. Est-il porteur d'une idéologie ethnique ? Pour ses membres, l'africanisme est un instrument de positionnement social. Leur projet pédagogique et politique est de favoriser le développement de la conscience noire à partir de la valorisation des origines et de la culture « africaines », en mettant à distance la part blanche de la société. Ce qui, précise l'auteur, est un travestissement de la réalité et non pas une inversion symétrique des relations raciales réelles. Il en conclut que l'identité raciale est situationnelle. Elle « est un fait contextuel – elle dépend de certains enjeux sociaux localisés – et relationnel : elle est toujours inscrite dans un rapport d'altérité. » (p. 201).

On voit comment l'auteur, dans cet ouvrage très didactique dans sa forme, renouvelle avec bonheur le thème du Carnaval en l'ouvrant sur la problématique des inventions culturelles, de l'assemblage et de la fusion des apports, et sur les rapports entre le symbolique, le social et le politique au cours d'un « intervalle festif ».

Colette CALLIER-BOISVERT

GELA-IS (Groupe d'études latino-américaines de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles), Cahier n° 1 (nouvelle série), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, GELA-IS/L'Harmattan, 2001, 253 p.

Saluons tout d'abord cette nouvelle revue, publication annuelle, qui prend pour objet le champ politique latino-américain et dont le comité scientifique regroupe des chercheurs belges, français et latino-américains. On trouve dans ce premier numéro trois articles consacrés aux processus de démocratisation analysés à l'échelle du sous-continent, une approche comparative Europe-Amérique latine sur le thème de la citoyenneté des femmes de Bérengère Marquès-Pereira (qui signe également l'éditorial) et quatre études menées dans un cadre national, mexicain pour deux d'entre elles, brésilien et chilien pour les deux autres. Le tout est suivi de quatre notes de lecture, concernant pour la plupart les derniers ouvrages des auteurs des articles. L'ensemble est extrêmement intéressant et de grande qualité scientifique, ce qui rend d'autant plus agaçantes les erreurs de mise en page.

Dans son article sur « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », Guy Hermet interroge les notions de transition et de consolidation démocratique, cette dernière apparaissant encore très formelle, bien loin d'une démocratie plus sociale qui assurerait aux citoyens sans grade des bénéfices tangibles dans les domaines économique, social et culturel. Différents facteurs explicatifs sont alors analysés, de la fragilité économique du sous-continent à la « propension de nombreux habitants à préférer le style plébiscitaire, chaleureux et fusionnel de la démocratie populiste à la froideur assez anonyme de la démocratie représentative », en passant par les inégalités séculaires qui n'ont fait que se creuser depuis que les forces armées ont abandonné le pouvoir. Si les doutes exprimés par l'auteur en ce qui concerne l'intérêt des expériences somme toute récentes de démocratie participative ne sont pas toujours convaincants, ils ont l'avantage d'attirer l'attention sur les possibles désillusions auxquelles cette forme de démocratie directe pourrait conduire. Guy Hermet termine en rappelant l'apport essentiel des théoriciens latino-américains tout en considérant que le « paradigme transitologique » est aujourd'hui caduc depuis l'affaire Pinochet.

Sur des thèmes proches, André Corten réintroduit l'imaginaire latino-américain dans son analyse de la « Démocratie en Amérique latine : théories et réalités » et Manuel Antonio Garretón nous explique comment la fin de la matrice sociopolitique

classique, politico-centrique ou national-populaire, invite à s'interroger sur la possibilité d'émergence d'une nouvelle matrice, le tout permettant de mieux comprendre « La transformation de la société latino-américaine et les processus de démocratisation ».

Dans son article « De la citoyenneté sociale à la citoyenneté politique des femmes : regards croisés entre l'Europe et l'Amérique latine », Berengère Marquès-Pereira aborde la question de la place des femmes dans la vie publique sous plusieurs angles : celui des avancées institutionnelles au niveau international, européen et latino-américain, celui de la sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux (près de 20 % en Europe, à peine 12 % en Amérique latine et seulement 6,6 % pour le Brésil en 1997) et celui de leur participation dans les mouvements populaires, plus forte en Amérique latine. L'auteur analyse notamment les changements sémantiques dans le discours onusien, l'impact des conférences et des forums internationaux sur le renforcement des capacités d'organisation des femmes à cette échelle ou encore le rôle de l'ONU dans la création de Conseils de la femme dans les appareils d'État en Amérique latine. En ce qui concerne la marginalisation politique des femmes, le fonctionnement oligarchique des partis est épinglé comme facteur aggravant alors que les méthodes de médiation mises en place en Belgique (les quotas) et en France (la parité) sont comparées.

L'article de Florence Raes, « Consolidation démocratique et médiation politique au Brésil », pose la question de la nature de la démocratie brésilienne, institutionnellement bien enracinée mais perfectible sur plusieurs plans : le fonctionnement du système partisan, la représentativité des acteurs politiques, la participation des acteurs sociaux, la socialisation politique ou encore la formation d'un consensus autour des règles et des valeurs démocratiques. L'auteur rappelle comment la constitution de 1988 consacre la surreprésentation à la Chambre des États du Nordeste marqués par une culture politique plus clientéliste, explique pourquoi les candidats et les élus respectent assez peu la ligne de leur parti et changent fréquemment d'étiquette politique, ce qui accentue à la fois l'incertitude du processus décisionnel et le caractère personnaliste de la relation élu-électeurs, excluant bien souvent tout débat de fond des campagnes électorales. Ces particularités du système partisan brésilien ne semblent cependant pas s'appliquer au Parti des Travailleurs (PT), Florence Raes soulignant avec raison les spécificités de celui-ci à plusieurs reprises. Le processus de décision politique est par ailleurs largement dominé par l'exécutif qui peut notamment recourir aux mesures provisoires, évitant ainsi de se soumettre au contrôle du Congrès. Notons, pour terminer, une petite erreur concernant la désignation des leaders politiques régionaux (p. 133), puisque les *prefeitos* élus à la tête des municipalités ne correspondent pas bien entendu aux préfets français mais aux maires.

Juan Sotoy Godoy et Henri Rajchenberg analysent respectivement les dernières élections présidentielles au Chili et au Mexique, alors qu'Olivier Corten et Patricio Nolasco se penchent sur « Pluralisme culturel, pluralisme juridique et démocratie : les ambiguïtés du discours identitaire zapatiste ».

Jacky PICARD

Patrick CARON & Éric SABOURIN, eds, *Paysans du sertão, Mutations des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*, Paris, CIRAD – EMBRAPA, 2001, 243 p.

Depuis le magistral *Sertões* de Euclides da Cunha, le sertão brésilien est dans l'imaginaire national la terre de toutes les déshérences et malédictions. Longtemps, on considéra que la violence des sécheresses ferait de l'agriculture « un pari, une aventure », selon les mots de Capistrano de Abreu. Le précoce abandon de cette terre au bétail, cet « Attila persévérant, pesant et inévitable » (P. Calmon) semblait d'ailleurs consacrer le renoncement à tout projet agricole. Distribué jadis sans compter par régions entières à quelques riches familles de conquérants, le sertão est resté longtemps la terre des puissants. Ils condamnèrent les populations paysannes à

un assujettissement dont les stigmates connaissent aujourd'hui encore une sinistre pérennité.

Dans ce contexte, s'intéresser comme le font Patrick Caron, Éric Sabourin et les autres auteurs de ce livre à l'agriculture familiale des paysans du sertão est en soi « un pari, une aventure », dont ils se sortent de manière particulièrement convaincante. Ils ne sont bien sûr pas les premiers à redécouvrir la région, à faire démentir le mythe de son arriération et à souligner son extraordinaire potentiel de développement. Depuis les années 1950, de vastes programmes d'aménagement et une succession désordonnée de dispositifs publics tentent de propulser le sertão dans la modernité agricole. Redistribution intra et interrégionale d'un côté, adaptation au marché de l'autre, développement social d'un côté, néolibéral de l'autre, le débat prend trop souvent le pas sur l'observation et le pragmatisme. Ce n'est pas le cas ici. Fruit d'une coopération entre le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et l'EMBRAPA (*Empresa brasileira de pesquisa agropecuária*) ainsi que de la rencontre de chercheurs d'horizons disciplinaires très différents (géographie, agronomie, sociologie, zootechnie, écologie), le livre est traversé par un remarquable sens pratique. Il part d'un constat simple : loin d'être marginale ou moribonde, l'agriculture familiale représente 56 % des actifs agricoles du pays, soit environ 15 millions de personnes. Cette réalité mérite dès lors d'être interrogée, et c'est bien ce dont il est ici question.

Le livre répond à trois objectifs, traités successivement dans les trois parties qui le composent.

Dans la première, il s'agit de comprendre les mutations de l'agriculture familiale par lesquelles, en dépit d'un contexte particulièrement difficile, celle-ci est devenue la principale forme de production agricole du Nordeste semi-aride. Partant de l'hypothèse que l'agriculture familiale s'est développée parce qu'elle était complémentaire de l'agro-industrie, l'analyse s'intéresse à l'organisation de l'espace régional et aux mécanismes socio-historiques de différenciation par lesquels l'agriculture familiale s'est développée dans les espaces non intégrés par les « entreprises rurales capitalistes ». Les auteurs montrent enfin le rôle du « milieu » local comme cadre de sociabilité au sein desquels se développent les processus collectifs d'apprentissages et d'adaptation.

La seconde partie est consacrée à des synthèses thématiques dont l'objectif est de montrer la diversité et la complexité des agricultures familiales. Abordant tour à tour des thèmes aussi spécialisés que « diversité et trajectoires d'évolution des exploitations », « dynamique des systèmes d'élevage », « gestion de l'eau en système pluvial », etc., cette partie qui constitue à elle seule la moitié du livre n'aurait pu être qu'une juxtaposition de regards disciplinaires sur des objets techniques très hétérogènes. Il n'en est rien. Le lecteur sera frappé de la continuité analytique qui traverse les cinq analyses présentées. Toutes convergent vers l'idée que les populations paysannes étudiées sont des acteurs qui s'adaptent, innovent, mobilisent des ressources, et sont à ce titre pleinement partie prenante du processus de transformation et de développement du sertão. Ce constat peut sembler trivial au regard des théories sociologiques de l'action collective qui ont déjà largement mis en évidence comment les individus et éventuellement les groupes résistent, négocient, s'adaptent dans les situations de changement social ou d'innovation. La démonstration dans le cas présent n'en est pas moins d'une grande importance. Elle invalide le discours dominant qui fait de l'agriculture familiale dans le sertão un phénomène résiduel porté par des sujets engoncés dans des savoir-faire périmés et puisant leurs motivations dans de regrettables atavismes. Elle frappe du même coup d'illégitimité les dispositifs publics définis unilatéralement et qui ne font que « traiter » des sujets passifs.

La troisième partie tire en filigrane la conclusion des deux précédentes : l'agriculture familiale doit être considérée comme une composante incontournable de la transformation socio-économique du Nordeste. La question qui est ici posée est celle du rôle de la recherche et des dispositifs de recherche-action dans la pleine

intégration de l'agriculture familiale au sein des processus locaux et régionaux de développement. À partir de trois expériences de planification municipale que le lecteur est invité à suivre, le livre se conclue sur la présentation de méthodes de diagnostic et de zonage utilisables comme outils d'aide à la décision par les acteurs locaux.

Au-delà de son objet, auquel le livre apporte donc une contribution des plus significatives, le travail coordonné par P. Caron et E. Sabourin est un exemple remarquable de coopération interdisciplinaire. La richesse de la démarche vient précisément de ce que méthodes, outils, concepts, ont été alternativement empruntés aux diverses disciplines selon un principe de meilleure pertinence heuristique. La technique de zonage agroécologique a été mobilisée pour appréhender les espaces locaux dans leur diversité, la technique d'étude des trajectoires de développement a permis une approche intégrée des changements techniques, économiques et sociaux, les outils de la sociologie de l'action collective ont été mobilisés quand il s'est agi de comprendre les mécanismes d'adaptation aux changements régionaux, etc. Finalement, c'est un principe bien simple qui a été appliqué ici, à savoir que les outils théoriques et méthodologiques doivent être adaptés à l'objet pour lequel ils sont mobilisés (et non pas l'inverse). Ce faisant, cet ouvrage sur les paysans du *sertão* montre que les frontières disciplinaires se fluidifient et deviennent coopératives. Sur ce point, la recherche universitaire a sans doute beaucoup à apprendre de la recherche-action.

Jean-François VÉRAN

Charlotte de CASTELNAU-L'ESTOILE, *Les ouvriers d'une vigne stérile (les jésuites et la conversion des Indiens au Brésil : 1580-1620)*, Centre culturel Calouste Gulbenkian, Lisbonne-Paris, 2000, 557 p.

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat d'histoire soutenue en 1999 à l'École des hautes études en sciences sociales, centre ses analyses non sur les résultats du processus de conversion des Indiens du Brésil mais sur les jésuites eux-mêmes et la logique interne de l'ordre. La mission auprès des Indiens – dont la métaphore de la « vigne stérile », utilisée par un des Visiteurs de la province, dit assez les échecs et les déconvenues – y est avant tout abordée en tant que révélateur des stratégies de la Compagnie.

Négligeant la geste fondatrice des disciples d'Ignace de Loyola, arrivés au Brésil dès 1549, Charlotte de Castelnau choisit d'axer son étude sur le second moment, qui s'ouvre dans les années 1580 et correspond, à quelque chose près, au long généralat de l'Italien Claudio Aquaviva (1581-1615). La Compagnie passe alors par une profonde crise intérieure, s'interrogeant sur le sens et la place de la mission, tout à la fois perçue comme essentielle mais périlleuse en ceci qu'elle risque de mettre en danger la spiritualité et l'identité jésuites en privilégiant le rapport avec le « dehors ». Pour contrebalancer cette inquiétante logique extérieure se fait jour la tentation d'un certain repliement de la Compagnie sur elle-même.

Toute l'information mise à contribution dans ce travail provient de sources ignaciennes relevant de deux grandes catégories documentaires. D'un côté les textes fondateurs de la Compagnie et les productions administratives de l'Ordre, de l'autre des textes destinés à un usage « public » plus large, qui circulent aussi à l'extérieur et composés avec soin par des scripteurs rompus à la rhétorique. Le célèbre « Traités de la Terre et du Peuple du Brésil » de Fernão Cardim, accompagnateur du premier Visiteur de la province du Brésil (1583-1585), comme les nombreuses hagiographies du Padre Anchieta, à partir du début du XVII^e siècle, relèvent de cette seconde catégorie.

Avec beaucoup de rigueur, Charlotte de Castelnau s'interroge pas à pas sur le statut des textes, leur typologie et les risques d'une lecture anachronique, à l'aune des préoccupations d'aujourd'hui. La plupart de ces sources, rappelle-t-elle, parce qu'elles relèvent de la logique d'une bureaucratie missionnaire, nous éclairent au moins autant sinon plus sur les rapports centre-périphérie que sur la province

elle-même et c'est d'abord en fonction de leur usage institutionnel qu'il convient de les étudier. C'est, en effet, par la correspondance, clé de voûte du système, que se diffuse la « manière » jésuite. Elle relie entre eux « les membres dispersés à la tête du corps », comme elle instaure un réseau horizontal de relations « entre ceux qui ont été répartis ».

S'agissant du texte de Fernão Cardim, grand classique de « la mise en écriture de la mission », l'historienne montre combien il est erroné de n'y voir qu'un récit de voyage et de réduire son auteur à la condition de simple « touriste » comme s'y aventure Gilberto Freyre dans *Casa grande & senzala*. Un tel récit, souligne-t-elle, appartient à la spiritualité de la consolation et de l'édification : la description des beautés et des enchantements du cadre naturel, loin de relever d'une description réaliste, s'apparente d'abord à la volonté de célébrer le Créateur et ses œuvres, en élevant les âmes.

Empruntant aux perspectives ouvertes par Michel de Certeau, l'auteur nous montre la double fonctionnalité en action dans l'écriture hagiographique sur le père Anchieta. Pour la province du Brésil, il s'agit avant tout de construire sa mémoire, fondement de son identité collective, alors que Rome ambitionnant d'édifier une mémoire universelle de la Compagnie, procède à la réécriture des récits locaux dont sont gommés les trop vifs particularismes.

De ce travail d'une grande richesse se dégagent trois apports essentiels. Le premier concerne l'évocation de la place des jésuites dans la société coloniale, à commencer par leurs rapports avec les Indiens. À propos des premiers temps, l'ethnologue Darcy Ribeiro, particulièrement sévère, avait su montrer, textes à l'appui, que contrairement à l'imagerie, des jésuites et non des moindres avaient ouvertement assumé les vues brutales des colonisateurs dans leur lutte d'extermination contre les Indiens « sauvages. C'est seulement dans un second temps, quand ils prirent conscience de l'effondrement du monde indien qu'ils s'en firent, à leur manière, les défenseurs intransigeants. Charlotte de Castelnuovo nous rappelle à bon droit leurs combats de cette seconde période contre les colons avides de main d'œuvre, lancés dans de féroces razzias dans les *aldeias*, avant que ne se systématisent les circuits de la traite africaine. Les nouvelles lois de Philippe II (1595, 1596) qui limitent la « guerre juste » et, par là même, la possibilité de réduire des Indiens en esclavage doivent d'ailleurs beaucoup aux pressions de la Compagnie.

Acteurs de la société coloniale, les jésuites le sont aussi du point de vue économique et, sur certains plans, leur logique et leurs valeurs ne diffèrent guère de celles des colons ordinaires. En 1590, après s'être livrée à une spéculation fort avisée et lucrative sur le commerce du sucre, la province est autorisée à passer au stade de la production. Partie prenante des circuits de la traite angolaise, c'est sans le moindre problème de conscience qu'elle utilise des esclaves africains, au même titre que les autres *fazendeiros*. Doit-on pour autant adhérer au concept d'entreprise économique jésuite conçue comme une multinationale économique, comme le suggère l'historien étasunien Dauril Alden - *The making of an Enterprise. The Society of Jesus in Portugal, Its Empire, and Beyond, 1540-1750*, Stanford, 1996 - s'interroge Charlotte de Castelnuovo ? Tout en reconnaissant l'intérêt du concept, elle souligne de manière fort judicieuse que procéder ainsi conduit à confondre les moyens et les fins, or, celles des jésuites sont, en dernière instance, religieuses.

Le second apport, de très loin le plus riche et le plus original, porte sur les contradictions, les aléas et les impasses de la politique missionnaire. Après avoir rappelé les retards du phénomène de créolisation de la Compagnie au Brésil, par rapport aux terres de l'Amérique espagnole - d'après le catalogue des personnels de 1598, 117 des 163 jésuites de la province sont nés au Portugal, la majorité arrivés enfants s'étant toutefois ordonnés dans la colonie -, l'auteur met en évidence le décalage existant entre l'emphase du discours jésuite sur la mission et la réalité bien modeste de celle-ci dans la province.

En effet, ce sont les collèges - Rio, Olinda et, surtout, Bahia - et non les *aldeias* qui constituent le cœur du dispositif jésuite. Avec seulement onze *aldeias* et une dizaine

de milliers d'Indiens, placés sous l'autorité de la petite trentaine de missionnaires chargés de les évangéliser et de les « civiliser, on est très loin des ambitions de l'entreprise des réductions guarani du Paraguay.

Malgré les exhortations des supérieurs ou de Rome et les initiatives pionnières du père José Anchieta qui, dès les années 1550, était parvenu à réaliser une grammaire tupi, sur le modèle de la latine, l'apprentissage des langues indiennes marque le pas et les volontaires de la Compagnie ne se pressent guère. « Dans l'étude et la diligence à savoir la langue du Brésil, je trouve beaucoup de négligence et peu de goût à être dans les *aldeias* » écrivait dès sa première lettre du Brésil, en juillet 1583, le Visiteur Gouveia.

C'est que les *padres linguas*, ainsi qu'on désigne les pères missionnaires connaissant le tupi, jouissent dans la Compagnie d'une médiocre considération : la plupart n'ont qu'un faible niveau d'études qui interdit de les employer dans les collèges ou comme prédicateurs. Simples coadjuteurs-spirituels, ils sont étrangers à l'élite jésuite, ignorante du tupi et sans expérience missionnaire.

Enfin, un troisième thème met en lumière le grand pragmatisme de la politique des jésuites, sans doute une des clés de leur efficacité. Les compromis passés entre le centre et la périphérie, au nom de la nécessaire prise en compte des spécificités locales, tout comme le processus d'autonomisation croissante de la province, sont ici remarquablement illustrés.

L'*aldeia*, née d'une initiative de la province, est d'une certaine manière « imposée » à Rome qui construit *a posteriori* une norme missionnaire avec le règlement de 1586. De même, malgré l'opposition de principe réitérée du centre de voir former un corps de spécialistes de la langue tupi, et, de fait de statut inférieur, ce qui dévalorise la mission, Rome s'en remet à la province pour les adaptations, une façon de lui laisser les mains libres. La Compagnie interdit bien de procéder à des recrutements de Brésiliens, tant leur niveau de formation est faible, mais la prescription est constamment bafouée. Comment pourrait-il en aller autrement quand on peine tant à trouver des *padres linguas* ?

En octobre 1597, le général Aquaviva adresse une lettre au provincial interdisant aux pères des *aldeias* de s'occuper des affaires temporelles et leur ordonne de s'en tenir strictement aux questions spirituelles afin d'éviter tout conflit avec les colons. Toutefois, trop déranger pour les jésuites de la province dont les *aldeias* fondent la puissance économique et politique dans la colonie, l'ordre n'est pas appliqué, le supérieur brésilien faisant valoir que sans la tutelle modérée des religieux sur les Indiens, leur conversion deviendrait impossible.

Après la mort du général Aquaviva, l'autonomisation des provinces est déjà bien engagée et l'idée d'une Compagnie universelle est peu à peu abandonnée. En 1622, l'acceptation par Rome de la nomination d'un Visiteur général originaire de la province du Brésil donne toute la mesure des mutations en cours.

Pour finir, on ne peut que redire la valeur d'un tel travail, tant pour ces apports factuels que méthodologiques, foisonnant, stimulant et qui nous invite à revisiter autrement les textes. L'élégance de la publication et la qualité de l'iconographie méritent tout autant d'être soulignées. Seule petite réserve : l'absence d'un index qui eût été précieux pour faire de cet ouvrage volumineux un véritable instrument de travail.

Richard MARIN

António Costa PINTO, ed., *Os presidentes da República portuguesa*, Lisbonne, Círculo de leitores, 2001, 280 p.

La biographie est de nouveau à l'honneur dans l'historiographie portugaise. Ce livre, sur les présidents de la République portugaise, tout comme une récente livraison de la revue *Análise social*¹ ou comme les travaux dirigés par António Costa Pinto et Pedro Tavares de Almeida sur les élites ministérielles, l'atteste.

1. Numéro 160, publié à l'automne 2001, coordonné par Maria Filomena Mónica.

On a ici plus affaire à un ouvrage commémoratif soigneusement présenté et illustré (sa publication est liée à l'ouverture du musée de la présidence de la République) qu'à un travail d'histoire, critique, s'appuyant sur des documents d'archives. Néanmoins, les 17 biographies présidentielles auxquelles s'ajoutent trois introductions sur la première République, l'*Estado Novo* et la démocratie brossent un tableau en creux de l'histoire politique portugaise après la Révolution républicaine de 1910. Comme c'est souvent le cas dans ce genre de publication, la facture des biographies est inégale. Certaines privilégient les anecdotes et les bons mots, d'autres des analyses plus profondes. Le manque de conclusion finale ne permet d'ailleurs pas de percevoir les continuités, les ruptures dans l'exercice de la fonction présidentielle le long de ces quelques 90 années.

Une chose est sûre : pendant longtemps le rôle de président de la République a été plus un mandat ingrat que l'apogée d'une carrière. Pendant la première République, seul António José de Almeida a pu terminer son mandat. Bernardino Machado eut, lui, le triste honneur d'être destitué deux fois, Sidónio Pais celui d'être assassiné. La constitution de 1911 n'avait donné que peu de pouvoir au président de la République. Tous se rappelaient le mauvais précédent français et l'élection présidentielle de Louis-Napoléon Bonaparte en 1848. Or, les divers présidents tentèrent plusieurs fois de se libérer de ces contraintes institutionnelles afin de se poser en arbitre dans les différents conflits qui jalonnèrent la vie de la jeune République. Ainsi, un Sidónio Pais tenta de corriger la dérive parlementaire du régime pour imposer la figure du président de la République au-dessus des luttes des partis. Ce fut un échec et il fallut attendre le coup d'État du 28 mai 1926 après deux présidents éphémères (Mendes Cabeçada et Gomes da Costa), pour qu'un président puisse s'installer longuement dans le palais de Belém. Cependant, cette longévité présidentielle du Marechal Carmona (1926-1951) coïncida avec la venue et la consolidation du pouvoir du véritable maître du Portugal entre 1932 et 1968 : António Oliveira Salazar. La dictature du président du Conseil reposa sur un paradoxe : il était dépendant du président de la République qui pouvait légalement le remplacer. Or, Carmona, au lieu d'être un danger pour Salazar opéra le rôle de soupape de sécurité entre des forces armées mécontentes et le président du Conseil, un civil au demeurant. À la mort de Carmona en 1951, le parti unique chercha l'idéal-type du président de la République pendant l'*Estado Novo* : un militaire, sans charisme ni ambition, se contentant d'inaugurer les chrysanthèmes. En 1951, on opta pour un représentant de l'armée de l'air, Craveiro Lopes. Néanmoins, il n'obtint pas toute la confiance du dictateur et ne fut pas investi lors des élections de 1958. On lui préféra un représentant de la marine encore plus effacé : Américo Thomaz. Ce dernier, outre le fait qu'il visita chaque ville du pays au moins deux fois pendant ses seize années de présidence, eut l'occasion de contribuer à la continuité du salazarisme. En avril 1961, il aida Salazar à faire avorter la tentative de coup d'État du ministre de la défense Botelho Moniz et, en septembre 1968, après la mort politique de Salazar, il assura la pérennité du régime en désignant Marcello Caetano à la présidence du Conseil.

La prédominance des militaires à la présidence de la République continua avec l'instauration de la démocratie. Spínola, Costa Gomes et surtout Ramalho Eanes bénéficièrent de la légitimité politique gagnée par les forces armées lors de la révolution du 25 avril 1974. Mário Soares rompit cette prédominance militaire en devenant en 1986, le premier civil à arriver à la présidence depuis 1926. C'était le signe que la démocratie était solidement implantée, apaisée et que les vieux démons de la République, comme la participation des militaires dans la vie politique, s'en allaient.

Espérons que cet exercice collectif sera fécond en permettant à l'historiographie portugaise de se pencher, avec l'esprit critique, la distanciation et la profondeur inhérents à la production historique, sur les grandes figures de son XX^e siècle en général et sur l'un de ses président du Conseil en particulier.

Victor PEREIRA

João Sousa MORAIS, *Maputo. Património da estrutura e forma urbana. Topologia do lugar*, Lisbonne, Livros Horizonte, 2001, 247 p.

À l'encontre de ce qu'indique son titre, ce beau livre illustré ne porte pas sur Maputo, capitale du Mozambique, mais sur Lourenço Marques, capitale de l'ancienne Province de l'Outre-mer portugais, qui porta ce nom jusqu'au lendemain de l'indépendance en 1975². L'auteur, professeur d'architecture à l'Université technique de Lisbonne, ne traite en effet ni de l'actuelle métropole mozambicaine ni même de l'ancienne cité coloniale dans son ensemble, mais, de façon exclusive, de la ville européenne et des conditions de son édification et de sa croissance. Son sujet est avant tout de cerner le patrimoine que constituent la structure et la forme urbaine de cette ville et d'exposer avec soin et minutie les éléments et facteurs les plus décisifs, ayant, selon lui, permis leur réalisation. Ce choix n'est pas anodin, et le passage sous silence de nombreuses dimensions de l'histoire de cette capitale coloniale n'est pas sans rappeler la position de l'administration et des édiles portugais qui consista longtemps à ignorer la réalité urbaine d'au-delà du périmètre cadastré, c'est-à-dire celle de la ville de *caniço* ou ville informelle qui n'a fait que croître depuis. Pour J.S. Morais, « Maputo constitue, peut-être, un cas paradigmatique d'urbanisme colonial résultant d'un processus de fondation/expansion dans lequel toute la ville planifiée, dite aujourd'hui « de ciment », surgit en contrepoint à la spontanéité de son antithèse, la ville de *caniço* ». Il n'en dira pas beaucoup plus (p. 181-182) sur la nature de cette antithèse, ne laissant jamais entendre qu'en dépit des apparences et de cette dualité topologique et sociale, Maputo, tout comme Lourenço Marques en son temps, est bel et bien une seule et même ville, avec une seule et même histoire.

Pour J.S. Morais, le but de la recherche est, avant tout, de mettre en lumière l'importance des plans d'urbanisme et du tracé urbain comme actes fondateurs et structurants de la ville coloniale : selon lui, l'entreprise urbanistique qui conduisit à la création de Maputo est le fruit d'une heureuse conjonction entre, d'une part, une vision urbanistique de grande ampleur, sous-tendue par un projet politique légitime et civilisateur et « un corpus théorique-pragmatique », celui des ingénieurs militaires sur lequel elle s'est appuyée. C'est cette fascination pour le projet urbain et pour les véritables « pionniers du progrès de la colonie du Mozambique » qu'ont été certains de ses promoteurs (les ingénieurs militaires J.J. Machado et A.J. de Araujo en particulier), qu'il veut faire partager au lecteur, à travers un texte bien construit, précis et enlevé ; les nombreuses reproductions, en fac-similé et en couleur, de dessins, plans, cartes et photographies de l'époque recréent, sous nos yeux, les charmes surannés de cette ancienne capitale coloniale. Au crédit de l'auteur, il faut porter d'avoir situé dans la durée et les aléas de la politique coloniale portugaise l'histoire d'un site longtemps condamné à l'insignifiance et à l'insalubrité et qui, paradoxalement, ne dut son décollage qu'à l'intérêt et à la convoitise de ses voisins : les Républiques boers tout d'abord, la puissance britannique puis sud-africaine ensuite – après la découverte de l'or qui devait assurer le boom économique de tout le sous-continent austral. L'analyse qui nous est présentée ici fait en effet clairement apparaître les hésitations de Lisbonne à l'égard de Lourenço Marques – promu au rang de ville en 1887 –, mais aussi à l'égard de cette colonie de l'océan Indien, devenue territoire d'Outre-mer en 1938. Jusque-là, il est vrai, le sort de Lourenço Marques n'avait tenu qu'à un fil, que la mère patrie hésita longtemps à consolider. Ce sont d'ailleurs ces temps troublés et incertains que décrit la première partie de l'ouvrage qui retrace brièvement les multiples tentatives menées depuis le XVI^e siècle et tout au long des suivants, par les différentes puissances maritimes et commerciales présentes sur la route de l'Orient, pour occuper les comptoirs portugais, s'emparer de leurs réseaux commerciaux ou encore pour se frayer un passage vers leurs propres zones d'influence à la pointe du continent. Arabes du sultanat

2. La capitale du Mozambique indépendant perdit le nom de Lourenço Marques et prit celui de Maputo, au cours d'un discours tenu par Samora Machel en février 1976, *Tempo*, 280, 15 février 1976.

d'Oman, Hollandais, Autrichiens, Français, autant d'intérêts antagoniques dans la région, autant d'attaques et de destruction des modestes et fragiles garnisons portugaises sur la côte de l'océan Indien. C'est cette compétition d'influences qui est à l'origine d'un fait marquant de l'urbanisme colonial portugais, celui d'avoir confié le soin de la construction et de l'entretien de ses établissements côtiers à des ingénieurs militaires qui, ultérieurement, conserveraient la haute main sur l'édification des villes et des bâtiments publics. Maîtres d'œuvre du *presidio* ou comptoir fortifié qui constitue l'édifice de base des premiers établissements, ce corps de métier s'est ensuite trouvé chargé des grands travaux d'aménagement et d'infrastructure : ouvrages hydrauliques, ponts, phares, routes, voies ferrées, etc. À partir de 1877, la création de la municipalité de Lourenço Marques et l'adoption du premier code d'urbanisme vont rendre possibles les grands travaux fondateurs de la cité : assèchement d'un marécage pestilentiel qui confinait le noyau urbain initial et empêchait son extension à l'intérieur des terres, construction de la route de Lydenburg, destinée à désenclaver les Républiques boers, plus tardivement, aménagement du port et construction du chemin de fer, destinés à relier l'hinterland à la côte et à écouler les produits minéraliers vers la mer. Toutes proportions gardées, cette difficile conquête du territoire urbain s'apparente à celle de la pacification militaire des populations autochtones - qui se mène en parallèle (1895-1900) -, mais dont il est peu question ici. Ainsi peut-on reconnaître le ton de l'épopée dans l'évocation de « l'Expédition des Grands Travaux Publics » de 1877, dirigée par J.J. Machado, qui sera ensuite nommé par trois fois Gouverneur général du Mozambique, de 1890 à 1915. L'auteur indique clairement que ces entreprises n'auraient pu se justifier si, sur le plan politique, la victoire du libéralisme politique au Portugal en 1820, suivi de la déclaration d'indépendance du Brésil en 1822, n'avaient eu pour effet de relancer un nouvel enthousiasme colonial, porté par un mouvement dit de « *Regeneração* », selon lequel la renaissance à venir « passerait par l'Afrique ». Inspirée par Sá da Bandeira, ministre de la Marine et de l'Outre-mer qui domine la scène politique entre 1850 et 1870, cette époque fut celle de « l'expansion territoriale conditionnée », du renforcement du pouvoir central et de la réforme de l'appareil colonial. En 1898, et en vertu d'un choix politique de grande portée, Lourenço Marques détrône Ilha de Moçambique dans le rôle de capitale de la Province d'Outre-mer, déplaçant définitivement le poids de la vie politique, administrative et économique vers l'extrême Sud du territoire mozambicain. Ce choix impulse une nouvelle expansion de la ville : la production de plans d'urbanisme, dont le plus fameux - celui de Araujo - repousse progressivement les limites de la ville cadastrée, anticipe sur son expansion future par de larges tracés, inscrivant dans l'espace les grands axes et la forme urbaine de la capitale, tels qu'on les connaît encore aujourd'hui. Le développement de la ville s'inspire alors de la politique municipale des travaux publics en usage à Lisbonne et les plans appliquent le modèle et la rigueur géométrique des tracés « régulateurs », caractéristiques des villes coloniales portugaises sur le continent africain.

Le « second libéralisme », celui qui fait écho au boom économique britannique dans la région, fait tâche d'huile à Lourenço Marques : d'une part, l'action publique engage la construction des grands édifices, des places, jardins et larges avenues ainsi que les aménagements touristiques de luxe ; de l'autre, les riches particuliers, étrangers pour la plupart, apportent leur contribution à l'embellissement de la cité, lorsqu'ils ne bloquent pas, comme c'est le cas de la propriété Sommerchild, l'urbanisation de quartiers entiers, du fait des vastes concessions dont ils jouissent depuis le début du siècle. Les intérêts anglais, comme ceux de la Delagoa Bay Development Company, exploiteront jusqu'en 1947 les services urbains, tels l'eau et l'électricité, ainsi que les transports urbains, sous la forme de lignes de tramways ou *electricos* qui sillonnent la ville dès le début du siècle. Ce n'est qu'ultérieurement, c'est-à-dire à la fin des années 1940, qu'une nouvelle politique de peuplement (celle de l'État Nouveau) donne raison aux ambitions spatiales des précurseurs et densifie les vastes quadrilatères inoccupés jusque-là, par le biais, entre autre, de programmes

de logements subventionnés destinés aux petits fonctionnaires portugais. De leur côté, les règlements urbanistiques, après avoir interdit, dès 1921, la construction de maisons en bois et zinc dans la zone des affaires et du commerce – mettant ainsi fin au style colonial dans la partie basse de la ville – encourage la construction en hauteur (cinq étages au moins), puis l'utilisation du béton, ce qui confère, au tournant des années 1950 et 1960, son profil moderniste au *Central Business District*, tel qu'il se distingue toujours aujourd'hui.

Cet ouvrage, remarquable à plus d'un titre, retiendra l'attention des familiers et amoureux de Maputo, qui savoureront l'histoire des lieux et des édifices connus d'eux ainsi que, par le biais de cartes postales du début du siècle, l'image des bâtiments et des belles demeures de style, démolies depuis. Néanmoins, au titre d'une lecture plus critique, on pourra s'interroger sur une série de non-dits qui limitent la portée d'un ouvrage aux préoccupations strictement urbanistiques. En particulier, on en apprendra fort peu sur l'émergence des quartiers périphériques et sur leur place dans la dynamique socio-économique de Lourenço Marques. Seuls deux quartiers populaires construits « hors-les-murs », c'est-à-dire au-delà de l'arc de cercle de *l'estrada de circunvalação*, sont évoqués en quelques pages rapides : celui de Xipamanine, avec le plus vieux marché de la ville établi sur la route de Lydenburg et celui de la Munhuana, avec son « quartier indigène » aux quadrilatères et pâtés de maisons rigoureusement dessinés. Ceux-ci ne sont signalés au passage que comme ayant été confiés aux bons soins de congrégations catholiques, chargées de poursuivre les buts de « l'assimilation des autochtones » fixés à la mission civilisatrice de la colonie. Dans cet ordre d'idée, on regrettera également l'absence de toute préoccupation pour les échelons inférieurs de l'édification de la ville : politiciens, idéologues, édiles, ingénieurs, architectes et techniciens sont salués avec admiration dans l'ouvrage de Morais. À la question « Qui fait la ville ? » posée par les études urbaines de facture moins traditionnelle, les réponses apportées sont désormais moins univoques. En l'occurrence, il n'eut pas été superflu, nous semble-t-il, de signaler – à la suite des chercheurs d'*Arquivo Histórico de Moçambique*³ – que durant la période coloniale, le plus gros de la main-d'œuvre utilisée sur les chantiers de construction de la ville – et singulièrement sur ceux des travaux publics – provenait des rafles exercées parmi la population noire pour manquement aux règlements régissant leurs droits de résidence et de circulation en ville. À la différence d'une petite catégorie de noirs « assimilés », les « indigènes » n'avaient, en tout état de cause, qu'un droit extrêmement limité à la ville blanche, qu'une législation tatillonne, inspirée de celle de l'apartheid voisin, réglementait étroitement. Employeurs sans scrupule et services municipaux des grandes villes comptaient en effet sur les contrôles policiers pour leur fournir des bataillons entiers d'une main-d'œuvre gratuite, soumise et sans droit.

Avec le recul du temps, le retour sur les frustrations et humiliations de la majorité noire des habitants de la capitale n'est pas un exercice inutile pour comprendre les raisons de la dégradation de la ville après l'indépendance et les nombreux problèmes qui l'affectent si sévèrement aujourd'hui.

Octobre 2001, **Brigitte LACHARTRE**

Argemiro PROCÓPIO, *L'Amazonie et la mondialisation. Essai d'écologie politique*, Paris, L'Harmattan, 2000, 272 p.

Journaliste, victime de la dictature militaire, sociologue actuellement professeur à l'Université de Brasília, Argemiro Procópio nous présente ici un réquisitoire sans concession contre la mondialisation capitaliste et ses conséquences écologiques, socio-économiques et politiques dans l'ensemble du bassin amazonien. Le livre est

3. Regroupés autour d'un projet d'étude sur les villes mozambicaines, ces chercheurs, historiens et géographes pour la plupart, ont consacré une série de numéros du *Bulletin d'Arquivo Histórico* aux principales villes du pays, dont les deux premiers, qui portent sur Maputo, ont été publiés à l'occasion de la célébration du centenaire de la capitale (1887-1987).

engagé – l’auteur l’assume dans son introduction – et l’analyse prend souvent le ton de la dénonciation et de la révolte face au tableau, il est vrai peu réjouissant, des atteintes de tous ordres contre l’univers amazonien. Fort d’une longue expérience en Amazonie brésilienne, Argemiro Procópio reconstruit l’histoire du contrôle progressif de cette région par les missionnaires et les militaires, du pillage de ses matières premières (latex, bois, or et autres minerais) et de son utilisation actuelle pour l’expansion de la monoculture du soja, de l’élevage bovin et du trafic de drogue.

En ce qui concerne le génocide des populations amérindiennes et la destruction progressive de leurs sociétés, c’est d’abord le rôle de l’Église catholique qui est stigmatisé dans ses différents avatars : les missionnaires modernes qui étudient les cultures indigènes afin de faciliter la greffe des mythes autochtones sur les valeurs chrétiennes, préparant ainsi l’Indien à accomplir son service militaire, le mouvement de renouvellement charismatique ou encore les prêtres catholiques progressistes, « brillants praticiens de chirurgie plastique, habiles à donner un nouveau visage à la vieille hiérarchie catholique ». L’Église catholique est donc considérée comme le fer de lance du processus de mondialisation qui, pour l’auteur, commence dès 1500. Un aspect de son action est néanmoins jugé positif puisqu’elle a su organiser l’autonomie économique des missions aujourd’hui mise en cause par les livraisons gratuites d’aliments par l’État à travers la FAB (Force aérienne brésilienne) et la FUNAI (Fondation nationale pour l’Indien). Selon l’auteur, ces livraisons s’inscrivent dans une stratégie d’intégration économique des peuples indigènes, puisque perdant toute autonomie, ils devront – et doivent déjà – produire pour le marché (bois, or, participation au trafic de drogues, collecte de produits de la forêt, artisanat, etc.).

Argemiro Procópio s’intéresse ensuite à la situation difficile des agriculteurs (colons et *posseiros*) et des chercheurs d’or qui, en raison de l’absence de l’intervention de l’État, sont poussés à s’insérer dans le trafic de drogues dont le développement a été facilité par l’existence préalable de réseaux mafieux spécialisés dans la contrebande de l’or ou d’autres produits licites. Le Brésil serait ainsi devenu le deuxième pays consommateur de drogue après les États-Unis. La cause profonde de cet attrait pour l’orpaillage et le trafic de drogue réside selon l’auteur dans l’absence d’opportunités d’emplois et la persistance d’inégalités socio-économiques, extrêmement fortes au Brésil. Deux autres éléments explicatifs de l’expansion du trafic de drogue sont avancés : d’une part, l’absence de volonté politique et de coordination entre les pays amazoniens et, d’autre part, l’action de la DEA (Drug Enforcement Agency) au Pérou et en Bolivie qui aurait poussé à une réorganisation du trafic vers le Brésil, la Colombie et le Venezuela, ce dernier pays assurant l’approvisionnement en produits chimiques contrôlés (éther, acétone, kérosène) servant à la fabrication de la cocaïne et de l’héroïne, à partir de son immense complexe pétrolier. La mondialisation du trafic de drogues s’étend à travers les Guyanes, puisque des connexions avec les cartels asiatiques (indiens et pakistanais) y sont aujourd’hui assurées. Parallèlement, la baisse des prix favorise l’extension du marché. Les alternatives régionales sont peu nombreuses, les prix des autres produits amazoniens sur le marché international restant bas malgré les discours des pays riches en faveur de la protection de l’environnement en Amazonie. La monoculture du soja qui s’est étendue dans les États du Mato Grosso et du Rondônia, crée peu d’emplois en raison de la mécanisation et de l’utilisation massive d’herbicides, de pesticides et d’insecticides.

Tant pour le développement du trafic de drogues que pour les pratiques nocives contre l’environnement, l’auteur invoque à la fois la responsabilité des pays riches et l’impunité dont jouissent les classes dirigeantes des pays amazoniens. On trouvera ainsi dans les derniers chapitres la liste des firmes multinationales responsables de la destruction de gigantesques zones forestières en Amazonie et les divers plans – réels ou imaginaires – d’occupation de la région par des puissances étrangères.

L’intérêt de l’ouvrage réside dans le grand nombre d’informations, parfois inédites, montrant les conséquences négatives de la mondialisation en Amazonie, mais l’ensemble n’est pas toujours bien articulé, répétitions et contradictions

affaiblissant un peu le propos. La critique du salaire mensuel exorbitant des ambassadeurs brésiliens à Paris, Londres ou Washington (US\$ 17000) en regard des « 20 millions de Brésiliens qui survivent en faisant les poubelles » (p. 41) ou du salaire de la plupart des Brésiliens (US\$ 70, p. 232, et US\$ 80, p. 268) revient ainsi à trois reprises. On trouvera également deux appréciations contradictoires du passage du Traité de coopération amazonienne à l'Organisation du traité de coopération amazonienne (p. 208 et p. 213).

Les informations et analyses extrêmement intéressantes présentées par Argemiro Procópio sur la question du trafic de drogues en Amazonie, pourront être utilement complétées par la lecture du tout récent rapport de l'UNESCO : *Globalisation, Drugs and Criminalisation : Research from Brazil, Mexico, India and China in an international perspective* (C. Geffray, M. Schiray & G. Fabre) *Report of the MOST-UNESCO/ United Nations ODCCP research project*, « Economic and Social Transformations Linked with the International Drug Problem », Paris-Vienne, 2002, [Rapport en anglais diffusé sous forme papier, en CD-roms et sur les sites web spécialisés de l'UNESCO/ Division des sciences sociales, recherche et politique].

Jacky PICARD

Agnès SERRE, *Belém, une ville amazonienne. Aménagement du territoire et organisations populaires*, Paris, L'Harmattan, 2001, 190 p.

Nouvelle expression de l'intérêt de la recherche française pour l'Amazonie brésilienne, cet ouvrage offre une vue d'ensemble de Belém, capitale de l'État du Pará, dont il tente de saisir l'histoire et les logiques d'occupation de cet espace marqué par l'omniprésence de l'eau. Urbaniste, l'auteur nous livre ici l'essentiel des résultats de sa thèse de doctorat en socio-économie du développement préparée à l'EHESS sous la direction de l'économiste Ignacy Sachs, un des tout premiers défenseurs du développement durable et fondateur du Centre de recherches sur le Brésil contemporain. L'ouvrage s'appuie sur une conception de la ville comme produit d'une histoire et d'un ensemble de contraintes géographiques. Belém apparaît ainsi comme un espace en construction longtemps dominé par les élites commerçantes. Ces dernières se sont montrées très attachées à la valorisation du centre, mais ont su aussi habilement concéder des terres ou quelques investissements dans certains quartiers périphériques afin de conserver le pouvoir politique dans le contexte du retour à la démocratie à partir du milieu des années 1980. À la faveur d'une mésentente entre deux réseaux d'influence traditionnels, la municipalité est conquise en 1997 par une alliance conduite par le Parti des Travailleurs (PT) qui donne la priorité aux investissements dans les quartiers populaires en s'appuyant sur une démarche participative facilitée par l'existence préalable d'un réseau assez dense d'associations de quartiers. On comprend alors tout l'intérêt des travaux d'Agnès Serre qui propose une typologie des quartiers de Belém tout à fait pertinente et un diagnostic urbain dans lequel les occupations informelles et la dégradation de l'environnement occupent une place centrale, avant d'étudier le système associatif dans huit quartiers de référence représentatifs des six types définis.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée au mouvement populaire local qui naît avec la création des Comités démocratiques populaires (CDP) par le Parti communiste brésilien (PCB) à la fin de la deuxième guerre mondiale et s'enracine rapidement dans les quartiers pauvres pour trouver des solutions face aux conditions de vie précaires et à l'absence de politique d'aménagement urbain. C'est, dès les années 1950, à partir des grèves dans les usines de traitement de la noix du Pará où elles constituent l'essentiel de la main-d'œuvre, que les femmes font leur entrée dans les syndicats puis dans les associations de quartier où elles sont actuellement très actives tant à Belém qu'à Porto Alegre et probablement dans l'ensemble du Brésil. Sous la dictature militaire, les organisations populaires sont muselées et c'est l'Église catholique, progressivement transformée sous l'influence de la théologie de la libération, qui prend le relais en créant ses Communautés Ecclésiales de Base (CEBs), puis les Centres Communautaires autour desquels se structure encore aujourd'hui la

vie associative dans les quartiers. D'autres acteurs essentiels, la Fédération des organismes d'assistance sociale et éducative (FASE), la Commission pastorale de la terre (CPT), la Société paraense de défense des droits de l'homme (SPDDH) et la Commission des quartiers de Belém (CBB), surgissent durant la période militaire, contribuant à la formation de leaders et à l'unification du mouvement populaire local. L'auteur dissèque ensuite la stratégie du gouverneur Jader Barbalho (PMDB) – aujourd'hui rattrapé par l'affaire des détournements de fonds de la Superintendance de développement de l'Amazonie (SUDAM) – qui parvient à coopter un certain nombre de leaders communautaires et à faire éclater l'unité du mouvement populaire en créant, en 1985, la Fédération métropolitaine des centres communautaires et des associations d'habitants (FMCCAM), concurrente directe de la CBB qu'il n'avait pas réussi à contrôler.

La question des rapports entre pouvoirs publics et organisations populaires n'a jamais été aussi actuelle à Belém depuis 1997 mais également à Porto Alegre et dans toutes les villes brésiliennes où la méthode du budget participatif a été implantée. En effet, cette méthode associe la population à l'élaboration du budget municipal et les organisations populaires sont sollicitées pour prendre toute leur place dans le processus. On peut regretter que seulement deux pages (p. 130-132) soient consacrées à cette expérience de démocratie participative à Belém, mais l'analyse est juste et la question centrale posée par l'auteur tout à fait pertinente et courageuse. Au risque d'en trahir le sens, elle peut être reformulée de la manière suivante : dans quelle mesure les dirigeants de la nouvelle municipalité n'ont-ils pas recours à des méthodes clientélistes qu'ils étaient prompts à critiquer lorsqu'ils étaient dans l'opposition ? La réponse n'est pas simple, tant il est vrai que les mécanismes participatifs mis en place à partir de 1997 permettent à la population organisée d'obtenir des investissements en particulier dans les quartiers les plus pauvres, sans pour cela faire allégeance aux partis politiques en place. On peut néanmoins se représenter le mouvement populaire, voire la société civile ou le tiers secteur – tant à Belém qu'à Porto Alegre – comme un ensemble de réseaux articulés à des groupes de pouvoirs en compétition. Or, si les organisations populaires proches de la nouvelle équipe municipale doivent respecter les mécanismes du budget participatif pour obtenir des améliorations dans leur quartier, il semble qu'il leur soit possible de négocier des aménagements. Notons cependant que de telles faveurs doivent pouvoir être justifiées sur la place publique puisque les nouvelles habitudes de transparence et de participation placent les responsables municipaux sous le feu de critiques parfois extrêmement violentes lors des assemblées de citoyens. En ce sens, si, à la lumière de l'histoire du mouvement populaire à Belém, l'autonomie de la société civile par rapport à l'État et plus largement aux partis politiques paraît souhaitable, force est de constater que les conditions, notamment financières, de cette indépendance ne sont pas encore réunies.

On peut aussi regretter que la partie insulaire n'ait pas été incluse dans cette étude alors qu'elle représente près des deux tiers du territoire du *município* de Belém. Certes, la nécessité de limiter le sujet de thèse ou la faible densité démographique des îles peuvent expliquer ce choix, mais une réflexion qui s'inscrit dans la perspective du développement durable peut-elle faire l'impasse sur le potentiel (agricole, halieutique et touristique, notamment) qu'elles représentent ?

Pour terminer, on peut espérer que l'auteur, actuellement professeur visitant à l'Université de Brasília, parvienne à publier ce livre au Brésil où il devrait être accueilli avec le plus grand intérêt.

Jacky PICARD

Laurent VIDAL, *De Nova Lisboa à Brasília. L'invention d'une capitale, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, IHEAL éditions, 2002, 344 p.

L'inauguration de Brasília, le 21 avril 1960, eut une forte répercussion internationale, un peu oubliée aujourd'hui, au point de susciter des imitations dans plusieurs pays qui venaient d'accéder à l'indépendance. Manifester l'indépendance

du Brésil est en effet un des points communs que relève Laurent Vidal dans les propositions de transfert de la capitale à l'intérieur du pays, dans une ville fondée *ad hoc*. La récurrence de ce projet, à la fois géopolitique et politique, est saisissante : dans les années 1820, c'est José Bonifácio de Andrada e Silva, le « patriarche de l'Indépendance », qui en est porteur, puis Varnhagen, le « père de l'histoire », rêve d'une Imperatória sous le règne de dom Pedro II. La République inscrit le transfert dans la constitution de 1891 et dépêche sur le plateau central brésilien la commission Cruis, chargée de délimiter le futur district fédéral. Si l'État brésilien ajourne *sine die* une telle opération, les utopies se succèdent, comme celle de « Brasília » proposée en 1930 par Teodoro Figueiredo de Almeida, ou la « Vera Cruz » qu'imaginent des militaires au milieu des années 1950. Un des apports du remarquable travail de Laurent Vidal est d'inscrire le Brasília de Juscelino Kubitschek dans la lignée des projets antérieurs, alors que le président « bossa nova » a plutôt mis en valeur le caractère de rupture et la nouveauté de son geste fondateur.

Outre les Imperatória et autres Vera Cruz qui ne virent pas le jour, le Brésil indépendant connut des villes nouvelles investies de fonctions symboliques et politiques : Petrópolis, en 1843, qui appartient à la catégorie des capitales d'été (comme Simla en Inde ou Dalat en Indochine), ou des capitales d'États de la Fédération comme Belo Horizonte (Minas Gerais) en 1897, ou Goiânia (Goiás) en 1942, voire Pampulha, un quartier de Belo Horizonte que construit dans les années 1940 la future équipe responsable de Brasília.

Toutes ces entreprises sont porteuses d'une idéologie politique et sociale et relèvent d'un argumentaire assez stable (protection du pouvoir politique, rééquilibrage géopolitique du territoire, etc.). C'est l'articulation utopique entre l'urbanisme, l'architecture et le politique, que fouille Laurent Vidal, en s'appuyant sur des sources considérables, de véritables trouvailles et une très impressionnante connaissance de la bibliographie concernant la ville. Son intérêt le porte moins vers l'histoire urbaine proprement dite que vers l'histoire de l'art et les mythes que les fondations de ville propagent. Les deux derniers chapitres, les plus cohérents et les mieux documentés du livre, sont consacrés à Brasília, la capitale bâtie en un temps record en plein *cerrado*, sur un plan de Lúcio Costa et avec des réalisations d'Oscar Niemeyer.

C'est au Brésil que se développa en premier l'architecture moderniste, fidèle aux principes de la Charte d'Athènes, et que Le Corbusier, pressenti depuis 1923 pour construire la nouvelle capitale du Brésil, eut des disciples qui purent finalement se passer de lui. Laurent Vidal analyse quelques projets inscrits au concours international, en concurrence avec celui de Lúcio Costa, avant d'examiner longuement les intentions et les réalisations du plan-pilote.

Lúcio Costa veut faire la capitale un « sanctuaire de la citoyenneté », où le monumental tient une large place et qui trouve sa meilleure expression dans la place des Trois Pouvoirs. Il veut aussi en faire un instrument de transformation des individus et de la collectivité (p. 239), un moyen d'imposer de « nouvelles pratiques sociales en accord avec l'homme moderne » (p. 240), une cité sans classes, où régnerait la mixité sociale au sein des blocs d'habitation (les *super-quadrados*), où les équipements collectifs concentreraient la convivialité. Conformément aux principes de l'architecture moderniste, Brasília est une ville où la rue est dépouillée de sa fonction d'espace social et qui est traversée par des axes de circulation. Un vaste périmètre d'espace vert entoure le plan-pilote et borne l'extension de la ville, plafonnée en théorie à 500 000 habitants. Brasília, écrit Laurent Vidal, est fermé et contraignant comme une ville médiévale fortifiée.

Dès sa construction, Brasília a renoncé à ce brassage pour ne devenir qu'une ville de fonctionnaires, comme le souhaitait Juscelino Kubitschek. Pour respecter le plan-pilote, des « villes satellites », situées à distance respectable, ont surgi à la périphérie pour loger les ouvriers et le personnel de service. Les intentions de l'urbaniste et de Kubitschek, faire de Brasília le point de départ d'un Brésil moderne, n'ont coïncidé que jusqu'à un certain point, comme l'écrit Laurent Vidal : « Que la ville doive changer le Brésil ou que sa forme soit adaptée aux ambitions de la jeune nation, est

une chose, mais que la ville soit un banc d'essai pour une nouvelle sociabilité urbaine est une proposition totalement différente » (p. 242). Lúcio Costa voulait sans doute changer la vie, quand Kubitschek s'en tenait à une vaste mobilisation autour d'un Brésil indépendant, catholique, scientifique et rationnel, démocratique (p. 291).

Comme l'indique Laurent Vidal, rien n'est plus saturé d'histoire et de symboles choisis dans l'histoire que les fondations, censées s'établir sur des *tabulae rasae*. Brasília fait plus que confirmer la règle en convoquant à la fois tous les signes qui renvoient à l'avenir (l'aube, nom de la résidence présidentielle, premier bâtiment édifié par Niemeyer) et tous les mythes de fondation et de conquête à l'œuvre depuis la première moitié du XIX^e siècle : la Découverte de 1500, l'*Inconfidência Mineira* (laquelle, au passage, ne fut pas un « mouvement indépendantiste qui souleva le Minas Gerais en 1789 » (p. 117), mais une tentative de conspiration, éventée alors même que ses promoteurs y avaient renoncé), les *bandeirantes*, le cri d'Ipiranga de 1822, Santos Dumont, qui convergent tous vers Juscelino lui-même.

Le livre s'interrompt au moment où Brasília cesse d'être un projet pour être une ville. La curiosité du lecteur, attisée par les excellents développements qui précèdent, se prend à regretter que cette métamorphose n'ait pas fait l'objet d'une étude plus longue (concernant, notamment l'utilisation de ce projet démocratique par un pouvoir autoritaire, puis sa récupération par la « Nouvelle République »), qu'en contre-point des critiques persistantes adressées à Brasília, on n'entende pas ses habitants évoquer leur identification à la ville, la transformation du citoyen rêvé en citoyen réel. Plus de quarante ans après l'inauguration de la capitale nouvelle, le *Brasiliense* est-il devenu un urbain comme les autres ?

Laurent Vidal s'est attelé seul à une tâche qui aurait pu donner de l'ouvrage à plusieurs historiens. Il n'est donc ni étonnant ni indigne que, parfois, le lien entre l'histoire des idées de villes au Brésil et le contexte général soit lacunaire et posé artificiellement, surtout dans les premiers chapitres et que l'actualisation bibliographique laisse un peu à désirer. Il semble en effet que l'on ait renoncé depuis plusieurs années à opposer comme le faisait Sérgio Buarque de Holanda, le « carreleur » espagnol, qui fondait des réseaux de villes au plan stéréotypé, au « semeur » portugais, sans stratégie dans ce domaine (p. 25). Les travaux actuels font au contraire valoir la répétition des formes, de Lisbonne à Goa, en passant par Salvador et Rio de Janeiro, et ébranlent sérieusement ce vieux cliché. Pour cette raison, contrairement à ce qui est suggéré p. 24-25, les sites où sont implantées les deux capitales du Brésil colonial ont plus de similarités que de différences.

L'auteur n'évoque pas, dans la partie concernant l'indépendance, les antécédents portugais dans la longue succession des projets d'intériorisation de la capitale du Brésil. Ceux-ci s'inscrivent dans une conception générale de régénération de la monarchie portugaise qui a joué un grand rôle au moment du transfert de la Cour et de la séparation avec le Portugal. Obligé de simplifier la trame politique, Laurent Vidal fait preuve d'une révérence peut-être excessive à l'égard des vieux maîtres (Gilberto Freyre, Charles Morazé, Otávio Ianni), schématise à outrance, aplatit trop souvent les évolutions chronologiques, use d'un déterminisme sociologique taillée à la serpe. Ainsi, l'indépendance ne se joue pas entre un parti brésilien composé des propriétaires fonciers et un parti portugais exprimant les intérêts coloniaux des commerçants. La puissance des commerçants « brésiliens » (en particulier les négriers, comme Antônio Elias Lopes, celui qui fit don au régent de la Quinta da Bosta Vista), passée sous silence par la bibliographie ancienne, brouille les cartes. Le même commentaire s'applique à ce qui est écrit sur la caféiculture ou les rapports de Benjamin Constant Botelho de Magalhães avec le positivisme. Il est très discutable d'écrire que « [Vargas] faisait du Brésil rural et agraire le conservatoire idéalisé des traditions nationales » (p. 203), quand l'*Estado Novo* érige précisément des traits culturels cariocas (donc urbains) en caractéristiques nationales, a un discours industrialiste et exalte le « travailleur », plutôt celui des villes que celui, dispersé, des campagnes (bien peu choyé par la législation sociale). À la différence de son homonyme portugais, l'*Estado Novo* brésilien prêche la modernité, industrielle et

urbaine. Cette opposition entre une période Vargas caricaturée, et les « années JK », parangon de modernité, s'inscrit dans l'air du temps : le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso a explicitement décidé de « fermer l'ère Vargas » et emploie une grande énergie à exalter la figure de Juscelino Kubitschek. Laurent Vidal ne cède pourtant pas à une admiration excessive envers ce dernier, et rappelle opportunément les contradictions de Brasília, les conditions de travail particulièrement épouvantables de sa construction, les tentations conservatrices ou autoritaires de ses inventeurs.

Ces quelques flottements historiographiques conduisent l'auteur à reprendre à son compte des formules partisans ou sujettes à caution comme : « S'inscrivant en rupture avec la vision traditionnelle d'un État au service des intérêts particuliers, la révolution de 1930, soutenue par les militaires, cherche à promouvoir un État au service de l'intérêt national » (p. 155), ou « l'esprit de conciliation, rappelle João Cruz Costa, est bien le trait dominant du caractère brésilien » (p. 175, qu'est-ce donc que le « caractère national brésilien », du point de vue des sciences humaines et sociales ?).

Malgré ces remarques, on ne saurait trop saluer cette tentative originale d'histoire du politique et souligner le soin apporté à la recherche iconographique qui illustre le propos.

Armelle ENDERS

Ouvrages reçus

Osacar Soares BARATA & Sônia Infante Girãofrias PIEPOLI, *Populações, ambiente e desenvolvimento em África*, Lisbonne, 2001, 437 p.

Roger BASTIDE, *Le proche et le lointain*, Paris, L'Harmattan, 2000, 299 p.

Roger BASTIDE, *Art et société*, Paris, L'Harmattan, 1997, 211 p.

Hélène BOREL, Alain BIOTEAU, Éric DAUBRESSE, *Emmanuel Nunes, compositeur portugais*, Paris, Fundação Calouste Gubelkian, 2001, 208 p.

Michel CAHEN, *Les bandits. Un historien au Mozambique*, Paris-Lisbonne, Centre culturel Calouste Gulbenkian, 2002, 351 p.

Moisés Silva FERNANDES, *Sinopse de Macau nas relações luso-chinesas. Cronologia e documentos*, Fundação Oriente, 2000, 850 p.

Ricardo Godinho GOMES, *O P.A.I.G.C. e o futuro : um olhar transversal*, Lisbonne, Afro-Expressão-Publicações, 2001, 128 p.

Milton GURAN, *Agudás : os « brasileiros » do Benin*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 2000, 290 p.

Fafali KOUAWO, *Cabo Verde e Guiné-Bissau : Da democracia revolucionária à democracia liberal*, Bissau, Instituto nacional de estudos e pesquisa, 2001, 230 p.

Mark LANGWORTHY & Timothy FINAN, *Waiting for Rain. Agriculture and Ecological Imbalance in Cape Verde*, Boulder - Londres, Lynne Rienner Publishers, 1997, 212 p.

Joaquim Ramos SILVA, *Estados e empresas na economia mundial*, Lisbonne, Vulgata, 2002, 153 p.

Márcio Vieira de SOUZA, *As vozes do silêncio. O movimento pela democratização da comunicação no Brasil*, Paris - Florianópolis, Dialogo, 1996, 210 p.

José Manuel Leite VIEGAS & Eduardo Costa DIAS, eds, *Cidadania, integração, globalização*, Oeiras, Celta Editora, 2000, 309 p.